

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31762]

29 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté 2016/1620 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution du Décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle

Vu le décret du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle tels que modifié par le Décret de la Commission communautaire française du 28 avril 2016, notamment les articles 3 § 5, 3/3, 3/4, 3/6, 3/7, 3/8 et 3/9;

Vu le décret du 28 avril 2016 modifiant le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, notamment l'article 38;

Vu l'avis du Comité de gestion de Bruxelles Formation du 19 février 2016;

Vu l'avis du Conseil Economique et social de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mars 2016;

Vu l'avis n° 59.558/2/V du Conseil d'Etat du 27 juillet 2016 rendu sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'arrêté 2013/129 du Collège de la Commission communautaire française du 19 décembre 2013 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle dans le cadre de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté du 29.09.2016 du Collège de la Commission communautaire française sur la situation respective des femmes et des hommes;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent Arrêté, il faut entendre par :

1° le Comité de gestion : le Comité de gestion de Bruxelles Formation;

2° la Direction générale : le fonctionnaire dirigeant, en charge de la gestion journalière de Bruxelles Formation;

3° l'utilisateur : toute personne physique ou morale qui bénéficie ou est susceptible de bénéficier des services de Bruxelles Formation.

TITRE II. — Recours à l'intervention de tiers pour l'exécution de prestations de services au bénéfice des usagers

CHAPITRE I^{er}. — Conventions de partenariats

Art. 3. Bruxelles Formation peut conclure des conventions de partenariat dans les conditions suivantes :

1° la convention doit définir le ou les objectifs poursuivis par le partenariat, en lien avec les missions de Bruxelles Formation;

2° la convention doit définir les droits et obligations de chacune des parties;

3° la convention doit prévoir la création d'un comité de pilotage dont l'objet est de suivre sa bonne exécution;

4° la convention doit définir les moyens mis à disposition par les parties pour l'exécution de la convention;

5° la convention doit régler le sort des droits intellectuels, spécialement le droit d'auteur, qui apparaîtraient en raison de la mise en commun des moyens et doit en prévoir la répartition proportionnellement aux moyens mis en commun;

6° la convention doit prévoir que toute reconduction aura lieu après une évaluation des actions réalisées ainsi que les critères sur la base desquels cette évaluation s'effectue. Ces critères doivent être de nature qualitative et quantitative et intégrer des indicateurs de réalisation et de résultat;

7° la convention doit prévoir les modalités de sa résiliation, au moins lorsque les circonstances suivantes surviennent :

a) la finalité du partenariat n'est plus respectée par l'une ou l'autre partie;

b) les actions menées ne s'inscrivent plus dans les orientations du contrat de gestion de Bruxelles-Formation;

c) une des conditions visées aux 1° à 7° n'est plus remplie.

CHAPITRE II. — Participation à une entité juridiquement distincte

Art. 4. Bruxelles Formation peut participer à une institution juridiquement distincte dans les conditions suivantes :

1° les statuts doivent prévoir que Bruxelles Formation est représenté dans les organes d'administration et de décision dans une proportion à définir de manière spécifique pour chaque participation;

2° les statuts doivent prévoir la répartition des biens et avoirs au moins à concurrence des apports respectifs;

3° les statuts doivent prévoir qu'un contrôle sur les comptes peut avoir lieu à n'importe quel moment, de façon à vérifier l'utilisation qui est faite des deniers publics, en cas d'intervention financière de Bruxelles Formation;

4° les statuts doivent prévoir les modalités de retrait de Bruxelles Formation, au moins lorsque les circonstances suivantes surviennent :

a) la finalité du partenariat n'est plus respectée;

b) les actions menées ne s'inscrivent plus dans les orientations du contrat de gestion de Bruxelles-Formation;

c) une des conditions visées aux 1° à 3° n'est plus remplie.

CHAPITRE III. — *Rapportage et évaluation*

Art. 5. § 1^{er}. Le Comité de gestion de Bruxelles Formation approuve sur base annuelle, pour le 30 juin au plus tard, un rapport d'évaluation relatif aux recours aux partenariats et subventionnements de l'année précédente. Ce rapport est adressé, à titre informatif au Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Ce rapport comprend au moins :

1° un relevé des conventions de partenariats de l'année précédente, des participations à des entités juridiquement distinctes et des subventionnements, ainsi que la justification du recours à des partenaires pour les prestations assurées par ces derniers;

2° les partenaires et autres tiers concernés;

3° les activités réalisées;

4° une analyse quantitative et qualitative des réalisations et des résultats obtenus;

5° les éléments financiers.

TITRE III. — **Contrat de formation professionnelle**CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Art. 6. Un contrat de formation professionnelle est conclu avec chaque stagiaire au plus tard le jour du début de sa formation en Centre et/ou en établissement d'enseignement et/ou en entreprise.

Art. 7. § 1^{er}. Le contrat de formation professionnelle est conclu par la Direction générale ou par son délégué si la formation a lieu dans un Centre interne à Bruxelles Formation.

§ 2. Le contrat de formation professionnelle est conclu par la Direction générale ou par son délégué et par la personne mandatée à cet effet par le Centre si la formation est donnée dans un Centre créé avec des Partenaires ou avec conventionnement.

§ 3. Le contrat de formation professionnelle est conclu par la Direction générale ou par son délégué et par la personne mandatée à cet effet par l'établissement d'enseignement ou par l'entreprise si la formation est donnée dans un établissement d'enseignement ou dans une entreprise.

Art. 8. Le contrat est conclu par écrit et un exemplaire en est remis à chacune des parties.

Art. 9. § 1^{er}. Le contrat doit notamment contenir les mentions et clauses ci-après :

1° l'identité, le domicile et, éventuellement, la résidence des parties;

2° la date du début de la formation et sa durée probable qui ne peut excéder 2.100 heures;

3° l'objet du contrat et notamment la spécification de la formation à recevoir;

4° les obligations respectives des parties énoncées aux articles 26 et 27;

5° les dispositions des articles 10 et 12.

§ 2. Le contrat de formation professionnelle précise le partage du temps passé en formation en Centre et/ou en établissement d'enseignement et/ou en entreprise.

Art. 10. § 1^{er}. Le stagiaire en formation professionnelle est assuré contre les accidents pendant la formation ou sur le chemin de la formation ainsi que pour tout dommage que le stagiaire pourrait occasionner à des tiers dans l'exercice de ses tâches par une assurance en responsabilité civile.

§ 2. En cas de dommages causés par le stagiaire dans l'exécution de son contrat, le stagiaire ne répond que de son dol, de sa faute lourde et de sa faute légère si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'accidentel. Sauf dans les cas où l'assurance est mise à charge de l'entreprise au sein de laquelle le stagiaire est en formation, Bruxelles Formation est civilement responsable de ce dommage.

A cet effet, Bruxelles Formation contracte une assurance qui couvre au minimum sa responsabilité civile à l'égard des tiers.

§ 3. Sauf dans les cas où l'assurance est mise à charge de l'entreprise au sein de laquelle le stagiaire est en formation, Bruxelles Formation conclut auprès d'une société d'assurance à primes fixes agréée ou auprès d'une caisse commune d'assurance agréée, une police qui lui garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Le stagiaire victime d'un accident pendant la formation ou sur le chemin de la formation est indemnisé sur base de la rémunération de la profession à laquelle il est formé, déduction faite des cotisations de sécurité sociale.

Art. 11. L'impossibilité pour les stagiaires de suivre la formation pour cause de maladie ou d'accident suspend l'exécution du contrat.

Le stagiaire est tenu de justifier de son incapacité. Il doit produire un certificat médical.

Le contrat qui a été suspendu pendant plus de trente jours au total peut être résilié par la Direction générale ou son délégué selon les modalités prévues à l'article 13.

Art. 12. Les actions naissant du contrat de formation professionnelle sont prescrites un an après l'expiration du contrat.

CHAPITRE II. — *Modalités de résiliation*

Art. 13. Le contrat de formation est résilié à la demande d'un stagiaire, d'un centre de formation et/ou d'une entreprise, sur décision motivée :

de la Direction générale ou de son délégué, si la formation a lieu dans un Centre interne à Bruxelles Formation ou dans une entreprise;

de la Direction générale ou de son délégué, ainsi que de la personne mandatée à cet effet par le Centre ou l'Etablissement d'enseignement si la formation est donnée dans un Centre créé avec des Partenaires ou avec conventionnement, ou dans un Etablissement d'enseignement.

Art. 14. § 1^{er}. Le contrat est résilié par une décision motivée, notamment :

Lorsque le centre ou l'entreprise contreviennent à leurs obligations telles qu'énoncées aux articles 26 et 35 du présent arrêté;

Lorsque le stagiaire a produit de faux documents à son admission, ou lorsqu'il manque gravement à ses obligations énoncées aux articles 27 et 33, § 2 ou en matière d'exécution des tâches relatives à la formation.

§ 2. La décision de résiliation peut être contestée auprès du Service des plaintes de Bruxelles Formation.

Art. 15. § 1^{er}. Le contrat de formation est résilié selon des modalités spécifiques supplémentaires visées aux paragraphes 2 à 4 du présent article si elle intervient dans le cadre d'une formation en entreprise, suite à la demande de l'entreprise ou du stagiaire.

§ 2 En cas de demande de résiliation du contrat par l'entreprise ou par le stagiaire, la Direction générale de Bruxelles Formation ou son délégué doit être informée immédiatement des circonstances entraînant la demande.

§ 3. La Direction générale ou son délégué prend la décision motivée visée à l'article 12 après avoir demandé à la partie n'ayant pas sollicité la rupture son point de vue sur les circonstances visées au § 2.

§ 4. Lorsqu'elle estime que le stagiaire ne possède pas les compétences requises, l'entreprise introduit une demande de résiliation du contrat de formation dans un délai raisonnable qui ne peut dépasser en aucun cas la première moitié de la durée prévue de la formation.

TITRE IV. — **Modalités de formation**CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Art. 16. La formation peut s'organiser en Centre et/ou en établissement d'enseignement et/ou en entreprise, sur décision de la Direction générale ou de son délégué, et de la personne mandatée à cet effet par le Centre si la formation est donnée dans un Centre créé avec des Partenaires ou avec conventionnement.

Art. 17. La formation peut s'organiser à temps plein ou à temps partiel.

Sur décision de la Direction générale ou de son délégué, et de la personne mandatée à cet effet par le Centre si la formation est donnée dans un Centre créé avec des Partenaires ou avec conventionnement, ce temps peut se partager entre formation en Centre de formation professionnelle et/ou en établissement d'enseignement et/ou en entreprise.

Art. 18. En vue d'augmenter l'efficacité de la formation des stagiaires, la Direction générale ou son délégué peut organiser des travaux pratiques, après avoir constaté que les activités qui y sont prévues sont compatibles avec les exigences de la formation et ne peuvent pas être assimilées à des prestations de travail.

Art. 19. § 1. La formation des stagiaires en Centre peut intégrer un complément en entreprise qui vise à parfaire la maîtrise pratique des compétences visées.

§ 2. Ce complément de formation fait l'objet d'un avenant au contrat de formation professionnelle signé par les trois parties concernées, le stagiaire, l'entreprise et le Centre, selon des modalités arrêtées par le Comité de gestion de Bruxelles formation.

CHAPITRE II. — *Centres de formation professionnelle*Section 1^{re}. — Centres

Art. 20. § 1^{er}. Les Centres sont des entités actives dans la formation professionnelle. Ils peuvent être :

1° soit des Centres internes à Bruxelles Formation,

2° soit des Centres dont les activités de formation sont conventionnées avec Bruxelles Formation,

3° soit des Centres créés par Bruxelles Formation avec des Partenaires.

§ 2. Les Centres visés au paragraphe précédent 1° et 3° sont créés avec les moyens propres de Bruxelles Formation et/ou avec le concours d'entreprises, de groupements d'entreprises, de pouvoirs publics ou d'associations à caractère public ou privé.

§ 4. Le Comité de gestion approuve, sur proposition de la Direction générale, la création des Centres ainsi que les Conventions telles que visées au Chapitre 1 telles que visées au Chapitre du Titre II. Les Conventions sont signées, au nom de Bruxelles Formation, par la Direction générale ou par son délégué.

Art. 21. Les Centres créés en interne à Bruxelles Formation doivent réunir les conditions minimales suivantes :

1° répondre à un besoin sur le marché du travail et à un besoin des usagers;

2° présenter un plan de développement de l'offre de formation et/ou d'identification des compétences;

3° identifier les moyens budgétaires nécessaires à l'activité du Centre, tant au niveau des ressources humaines que des infrastructures, équipements et frais de fonctionnement.

Les Centres fonctionnent sous l'autorité de la Direction générale ou de son délégué.

Art. 22. § 1^{er}. A l'exception des organismes visés par le Décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances de demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle et de ses Arrêtés d'exécution, outre les conditions prévues au Chapitre I du Titre II du présent arrêté, les Centres dont les activités de formation sont conventionnées avec Bruxelles Formation, sur décision du Comité de gestion, doivent réunir les conditions complémentaires suivantes :

- 1° répondre à un besoin sur le marché du travail et à un besoin des usagers;
- 2° disposer d'un plan d'action présentant l'offre de formation du Centre et ses perspectives de développement;
- 3° identifier les moyens budgétaires nécessaires à l'activité du Centre, tant au niveau des ressources humaines que des infrastructures, équipements et frais de fonctionnement.

§ 2. Le Centre peut bénéficier d'une intervention financière de Bruxelles Formation.

Le montant de cette intervention est fixé par le Comité de gestion sur proposition de la Direction générale dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

Art. 23. § 1^{er}. Les Centres créés par Bruxelles Formation avec le concours ou à l'initiative d'entreprises, de groupements d'entreprises ou d'associations à caractère public ou privé font l'objet de conventions *ad hoc*. Ces conventions se réfèrent aux statuts de l'entité juridique créée et fixent la répartition des charges entre les parties contractantes.

§ 2. Ces centres créés en partenariat doivent réunir les conditions minimales suivantes :

- 1° sauf exception dûment motivée, être dotés de la personnalité juridique;
- 2° être gérés par un organe de gestion comptant au moins parmi ses membres des représentants des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs;
- 3° indiquer dans leurs statuts la ou les personnes représentant le Centre dans les actes judiciaires et extra-judiciaires;
- 4° obtenir de Bruxelles Formation l'approbation de leur plan de fonctionnement, notamment en ce qui concerne la durée et le programme des cours; le niveau des formations doit être au moins équivalent au niveau de ceux qui sont donnés dans les centres créés par Bruxelles Formation;

5° s'engager, dans les limites des places disponibles à réserver un minimum de vingt-cinq pour cent des places de formation disponibles pour des candidats envoyés par Bruxelles Formation qui remplissent les conditions d'admission, sauf si le Comité de gestion de Bruxelles Formation y renonce

6° en cas d'intervention financière de Bruxelles Formation fixée par le Comité de gestion sur proposition de la Direction générale, obtenir de Bruxelles Formation l'approbation de leur plan de financement et s'engager à fournir à Bruxelles Formation tous les documents justificatifs nécessaires pour lui permettre d'exercer son contrôle.

Art. 24. Chaque Centre établit un règlement d'ordre intérieur dont les clauses sont approuvées par Bruxelles Formation. Le règlement détermine notamment les obligations qui incombent aux stagiaires en matière d'ordre et de discipline du centre, ainsi qu'en matière d'exécution des tâches entrant dans le cadre de la formation.

Le règlement d'ordre intérieur doit être affiché dans les locaux du Centre, à un endroit apparent.

Section 2. — Accès au Centre

Art. 25. Le candidat-stagiaire désireux de bénéficier d'une formation, introduit une demande dans un Centre.

Art. 26. § 1^{er}. L'admission des stagiaires dans un Centre de Bruxelles Formation est décidée par la Direction générale ou son délégué.

§ 2. L'admission des stagiaires dans un Centre créé avec des partenaires ou conventionné est décidée par l'organe de gestion du Centre ou son délégué et, selon les modalités décrites dans la convention, en accord avec la Direction générale de Bruxelles Formation ou son délégué.

§ 3. La décision est prise sur la base des aptitudes, de l'expérience professionnelle, de la situation personnelle des candidats-stagiaires et de l'avis des services pédagogiques compétents. Le stagiaire peut être soumis à des examens médicaux et psychotechniques, dont les frais sont à la charge du Centre concerné.

§ 4. La Direction générale ou son délégué, ou l'organe de gestion d'un centre créé en partenariat peuvent admettre des travailleurs, dans un Centre de formation. Dans le cas où la formation est suivie pendant les heures de travail et doit donc se faire avec son accord, l'employeur s'engage par écrit:

- 1° à maintenir le contrat de travail et les avantages qui y sont attachés durant la formation;
- 2° à reprendre les travailleurs en service après la fin de la formation, quelle que soit la durée ou le résultat de celle-ci, pour une période de six mois au moins et à des conditions de travail et de salaire au moins égales à celles dont ils bénéficiaient au moment où ils ont quitté l'entreprise pour suivre la formation.

§ 5. En cas de licenciement collectif, le Comité de gestion peut, dans le cadre d'une convention que Bruxelles-Formation conclut avec l'entreprise, déroger à la condition fixée au § 4, 2°.

§ 6. Lorsque l'admission dans un Centre est refusée au candidat-stagiaire, celui-ci peut contester cette décision, d'abord auprès du Centre concerné et ensuite auprès du Service des plaintes de Bruxelles Formation.

Section 3. — Dispositions spécifiques aux formations en Centres

Art. 27. Le Centre doit :

- 1° garantir la qualité pédagogique requise pour faire acquérir au stagiaire les connaissances générales et professionnelles nécessaires à sa formation;
- 2° veiller à la santé et à la sécurité du stagiaire au cours de la formation;
- 3° s'abstenir d'imposer au stagiaire des travaux étrangers à sa formation;
- 4° rembourser aux conditions fixées par le Collège les frais de déplacement exposés par le stagiaire lorsqu'il se rend chez le médecin délégué par Bruxelles Formation.

Art. 28. Le stagiaire doit, lors de l'acquisition de la formation qui lui est donnée par le Centre :

- 1° fréquenter assidûment la formation;
- 2° se conformer au règlement d'ordre intérieur du Centre.

CHAPITRE III. — *Formation dans un établissement d'enseignement*

Section 1^{re}. — Les principes généraux

Art. 29. La Direction générale ou son délégué décide si un demandeur d'emploi peut suivre une formation individuelle ou collective dans un établissement d'enseignement.

Section 2. — La formation individuelle dans un établissement d'enseignement

Art. 30. Par formation individuelle dans un établissement d'enseignement il faut entendre la formation pour laquelle le stagiaire est envoyé dans un établissement d'enseignement pour y suivre en tout ou en partie un programme qui y est dispensé.

Bruxelles Formation peut prendre en charge tout ou partie des frais supportés par le stagiaire du fait de cette formation. La prise en charge de ces frais est décidée par le Comité de gestion.

Section 3. — La formation collective dans un établissement d'enseignement

Art. 31. Par formation collective dans un établissement d'enseignement il faut entendre la formation pour laquelle des stagiaires suivent une formation dans un établissement d'enseignement.

La collaboration entre Bruxelles Formation et l'établissement fait l'objet d'une convention de partenariat fixant :

- 1° le programme de la formation;
- 2° la répartition entre les parties des charges, des traitements du personnel enseignant, des frais de fonctionnement et d'équipement.

CHAPITRE IV. — *Formation en entreprise*

Section 1^{re}. — Les principes généraux

Art. 32. La Direction générale ou son délégué, et l'organe de gestion de l'entreprise ou son délégué décide si un demandeur d'emploi peut bénéficier d'une formation en entreprise et les modalités de formation telles que prévues au Titre IV, Chapitre 1^{er} du présent arrêté.

Section 2. — La formation professionnelle individuelle en entreprise

Art. 33. Par formation professionnelle individuelle en entreprise, on entend la formation pour laquelle le stagiaire est envoyé dans une entreprise en vue d'acquérir par la pratique l'expérience et la qualification nécessaires pour y occuper un emploi disponible.

Art. 34. § 1^{er}. Un stagiaire peut bénéficier d'une formation professionnelle individuelle en entreprise s'il remplit les conditions suivantes :

- 1° être inscrit comme demandeur d'emploi auprès d'un service public d'emploi;
- 2° ne pas avoir réalisé, avant la conclusion du contrat, des prestations de travail auprès du même employeur;
- 3° ne pas avoir quitté un emploi pour suivre une formation professionnelle individuelle en entreprise.

§ 2. Le stagiaire doit :

- 1° fréquenter assidûment la formation;
- 2° se conformer au règlement d'ordre intérieur de l'entreprise.

Art. 35. § 1^{er}. Un contrat de formation professionnelle individuelle en entreprise peut notamment être conclu avec un stagiaire ayant suivi une formation professionnelle au sein d'un Centre.

§ 2. Le contrat est constaté par écrit au plus tard au moment où le stagiaire commence sa formation dans l'entreprise.

§ 3. Un programme de formation négocié entre l'entreprise et le stagiaire est agréé par Bruxelles Formation. Il fait partie intégrante du contrat de formation professionnelle individuelle en entreprise.

Art. 36. L'entreprise dans laquelle une formation professionnelle individuelle en entreprise peut être suivie doit remplir les conditions suivantes :

1° s'engager à former le stagiaire dans le cadre des tâches prévues dans le programme de formation. L'entreprise assure l'encadrement du stagiaire pendant la durée de formation et désigne un référent pédagogique. Elle ne fera exécuter au stagiaire aucun travail ne se rapportant pas à l'apprentissage en cause et veille à la santé et à la sécurité du stagiaire pendant la durée de formation.

2° occuper immédiatement après la fin de la formation le stagiaire qui y a suivi une formation professionnelle, en qualité de travailleur salarié pour une durée au moins égale à celle de la formation, dans la profession apprise et dans les conditions en vigueur dans l'entreprise pour cette profession.

3° verser une indemnité calculée sur base de la différence entre la rémunération imposable afférente à la profession à apprendre (rémunération brute -13,07 % d'ONSS) et les revenus éventuels du stagiaire.

Cette indemnité est progressive et se monte à :

- 80 % du montant de la différence pour le 1^{er} tiers de la formation
- 90 % du montant de la différence pour le 2^e tiers de la formation
- 100 % du montant de la différence pour le 3^e tiers de la formation.

Art. 37. § 1^{er}. Le stagiaire en formation professionnelle individuelle en entreprise est assuré par l'entreprise contre les accidents pendant la formation ou sur le chemin de la formation ainsi que pour tout dommage que le stagiaire pourrait occasionner à des tiers dans l'exercice de ses tâches par une assurance en responsabilité civile.

§ 2. En cas de dommages causés par le stagiaire dans l'exécution de son contrat, le stagiaire ne répond que de son dol, de sa faute lourde et de sa faute légère si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'accidentel. L'entreprise est civilement responsable de ce dommage.

A cet effet, l'entreprise contracte une assurance qui couvre au minimum sa responsabilité civile à l'égard tiers.

§ 3. L'entreprise conclut auprès d'une société d'assurance à primes fixes agréée ou auprès d'une caisse commune d'assurance agréée, une police qui lui garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Le stagiaire victime d'un accident pendant la formation ou sur le chemin de la formation est indemnisé sur base de la rémunération de la profession à laquelle ils sont formés, déduction faite des cotisations de sécurité sociale.

Art. 38. § 1^{er}. La durée minimale de la formation professionnelle individuelle en entreprise est de 4 semaines et sa durée maximale est de 6 mois.

§ 2. La durée du contrat est négociée entre l'entreprise, Bruxelles Formation et le stagiaire.

§ 3. La formation professionnelle individuelle en entreprise est organisée à temps plein.

Toutefois, la Direction générale ou son délégué peut décider des conditions dans lesquelles la formation professionnelle individuelle en entreprise peut être organisée en horaire réduit.

Art. 39. § 1^{er}. Une évaluation formative est organisée pendant la formation professionnelle individuelle en entreprise selon les modalités définies par la Direction générale ou son délégué.

Elle porte sur les éléments suivants :

1° l'acquisition des compétences du stagiaire;

2° le déroulement de la formation;

3° la mise en œuvre du programme de formation.

§ 2. La mise en œuvre du programme de formation en entreprise est évaluée conjointement par l'opérateur de formation et l'entreprise au moins une fois au cours de la période de formation.

Art. 40. Toute modification apportée au contrat ou au programme de formation conclu, notamment une modification de lieu ou de durée de la formation, doit :

1° faire l'objet d'un accord entre le stagiaire et l'entreprise;

2° faire l'objet d'un accord de la part de la Direction générale ou de son délégué;

3° être acté dans un avenant signé par toutes les parties.

Art. 41. En cas de non-respect de ses obligations contractuelles, la Direction générale ou son délégué adressera un avertissement à l'entreprise. Si un non-respect dans le chef de l'entreprise se répète, il sera mis fin à la collaboration avec l'entreprise sur l'ensemble des mesures de formation géré par Bruxelles Formation.

Art. 42. § 1^{er} Le Comité de gestion décide des métiers et/ou fonctions qui ne peuvent pas faire l'objet d'une formation professionnelle individuelle en entreprise.

§ 2. De même, le Comité de gestion décide unilatéralement, pour certains métiers et/ou fonctions, de la durée de la formation professionnelle individuelle en entreprise.

Section 3. — La formation collective en entreprise

Art. 43. § 1^{er}. Par formation collective en entreprise, on entend la formation pour laquelle des stagiaires suivent dans une entreprise une formation dont le programme est convenu entre l'entreprise et Bruxelles Formation et approuvé par le Comité de gestion.

§ 2. La collaboration avec l'entreprise fait l'objet d'une Convention de partenariat qui détermine notamment le programme de formation et la répartition des charges entre les parties contractantes.

§ 3. Les stagiaires en formation professionnelle collective dans une entreprise sont assurés contre les accidents pendant la formation ou sur le chemin de la formation.

A cet effet, Bruxelles Formation conclut auprès d'une société d'assurance à primes fixes agréée ou auprès d'une caisse commune d'assurance agréée, une police qui leur garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

TITRE V. — Dispositions modificatives

Art. 44. Dans l'article 1^{er} de l'Arrêté 2013/129 du 19 décembre 2013 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle dans le cadre de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, les mots « à l'article 5, § 1^{er}, 1 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle » sont remplacés par les mots « aux articles 3/1, alinéa 6, et 3/7, § 2 du Décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle ».

Art. 45. Dans l'article 3, § 1^{er} du même arrêté, les mots « l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle » sont remplacés par les mots « le Décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle ».

Art. 46. Dans l'article 3, § 2 du même arrêté, les mots « ou pour un stage de transition » sont supprimés.

Art. 47. Dans l'article 4, § 1^{er} du même arrêté, les mots « à l'article 5, § 1^{er}, 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle » sont remplacés par les mots « aux articles 3/1, alinéa 6, et 3/7, § 2 du Décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle ».

Art. 48. Dans l'article 4, § 2 du même arrêté, les mots « bénéficiant d'allocations de chômage ou d'insertion, » et « ainsi qu'au demandeur d'emploi qui a conclu un contrat de formation professionnelle pour un stage de transition » sont supprimés.

TITRE VI. — Dispositions finales

Art. 49. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2017 :

1° Le décret de la Commission communautaire française du 28 avril 2016 modifiant le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, à l'exception des articles 30 à 35;

2° Le présent arrêté.

Art. 50. Le membre du Collège de la Commission communautaire française ayant la Formation professionnelle dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Bruxelles, le 29 septembre 2016.

La Ministre-Présidente,
Mme F. LAANAN

Le Ministre, membre du Collège en charge de la Formation,
D. GOSUIN

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31762]

29 SEPTEMBER 2016. — Besluit 2016/1620 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot uitvoering van het Decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het "Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle"

Gelet op het decreet van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle zoals gewijzigd door het Decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 april 2016, meer bepaald de artikelen 3 § 5, 3/3, 3/4, 3/6, 3/7, 3/8 en 3/9;

Gelet op het decreet van 28 april 2016 tot wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, meer bepaald artikel 38;

Gelet op het advies van het bestuurscomité van Bruxelles Formation van 19 februari 2016;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 maart 2016;

Gelet op het advies nr. 59.558/2/V van de Raad van State van 27 juli 2016 verleend op basis van artikel 84 § 1, eerste lid, 2^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Gelet op het besluit 2013/129 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 december 2013 tot toekenning van bepaalde voordelen aan de stagiaires die een beroepsopleiding krijgen in het kader van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het besluit van 29.09.2016 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie over de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 van deze laatste.

Art. 2. Voor de toepassing van dit Besluit moet worden begrepen onder:

1° le Comité de gestion : het bestuurscomité van Bruxelles Formation;

2° la Direction générale : de leidende ambtenaar die belast is met het dagelijks beheer van Bruxelles Formation;

3° l'usager : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die van de diensten van Bruxelles Formation geniet of kan genieten.

TITEL II. — Beroep op de interventie van derden voor de uitvoering van dienstenprestaties ten voordele van de gebruikers

HOOFDSTUK I. — Partnershipovereenkomsten

Art. 3. Bruxelles Formation mag partnershipovereenkomsten sluiten in de volgende omstandigheden:

1° de overeenkomst moet de doelstelling of de doelstellingen die door het partnership worden nagestreefd bepalen die te maken hebben met de opdrachten van Bruxelles Formation;

2° de overeenkomst moet de rechten en plichten van elke partij vastleggen;

3° de overeenkomst moet de oprichting voorzien van een stuurcomité dat de goede uitvoering ervan moet opvolgen;

4° de overeenkomst moet de middelen bepalen die door de partijen ter beschikking gesteld worden voor de uitvoering van de overeenkomst;

5° de overeenkomst moet het lot regelen van de intellectuele rechten, in het bijzonder het auteursrecht, die zouden kunnen voorkomen omwille van het gemeenschappelijk worden van de middelen en moet er de verdeling van voorzien in verhouding tot de in gemeenschap gebrachte middelen;

6° de overeenkomst moet voorzien dat elke verlenging zal gebeuren na een evaluatie van de uitgevoerde acties evenals criteria op basis waarvan deze evaluatie uitgevoerd wordt. Deze criteria moeten kwalitatief en kwantitatief zijn en verwezenlijkings- en resultaatsindicatoren integreren;

7° de overeenkomst moet de modaliteiten van zijn ontbinding voorzien tenminste wanneer de volgende omstandigheden zich voordoen:

- a) de doelstelling van het partnership wordt niet meer door de ene of de andere partij nageleefd;
- b) de gevoerde acties kaderen niet meer in de oriëntaties van de beheersovereenkomst van Bruxelles Formation;
- c) één van de voorwaarden bedoeld in 1° tot 7° is niet meer vervuld.

HOOFDSTUK II. — *Deelname aan een juridisch onderscheiden entiteit*

Art. 4. Bruxelles Formation mag onder de volgende voorwaarden deelnemen aan een juridisch onderscheiden entiteit:

1° de statuten moeten voorzien dat Bruxelles Formation vertegenwoordigd is in de beheer- en beslissingsorganen in een verhouding die specifiek voor elke deelname bepaald moet worden;

2° de statuten moeten de verdeling van goederen en activa voorzien minstens voor wat de respectievelijke inbreng betreft;

3° de statuten moeten voorzien dat er op gelijk welk ogenblik een controle van de rekeningen plaats kan vinden zodat het gebruik van overheidsmiddelen gecontroleerd kan worden, indien Bruxelles Formation financieel tussenkomt;

4° de statuten moeten de terugtrekkingsmodaliteiten van Bruxelles Formation voorzien tenminste wanneer de volgende omstandigheden zich voordoen:

- a) de doelstelling van het partnership wordt niet meer nageleefd;
- b) de gevoerde acties kaderen niet meer in de oriënteringen van de beheersovereenkomst van Bruxelles Formation;
- c) één van de voorwaarden bedoeld in 1° tot 3° is niet meer vervuld.

HOOFDSTUK III. — *Rapportering en evaluatie*

Art. 5. § 1. Het bestuurscomité van Bruxelles Formation keurt op jaarbasis tegen 30 juni ten laatste een evaluatieverslag goed over het gebruik van partnerships en subsidies van het jaar daarvoor. Dit verslag wordt ter informatie aan de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gericht.

§ 2. Dit verslag bevat minstens:

1° een lijst van de partnershipovereenkomsten van het jaar voordien, van de participaties in juridisch afzonderlijke entiteiten en van de subsidies evenals de motivatie van het beroep op partnerships voor de prestaties die door deze laatsten verzekerd worden;

2° de partnerships en andere betrokken derden;

3° de verwezenlijkte activiteiten;

4° een kwantitatieve en kwalitatieve analyse van de verwezenlijkingen en van de behaalde resultaten;

5° de financiële elementen.

TITEL III. — **Beroepsopleidingsovereenkomst**

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Art. 6. Er wordt een beroepsopleidingsovereenkomst afgesloten met elke stagiair ten laatste op de dag waarop zijn opleiding aanvangt in een Centrum en/of onderwijsinstelling en/of onderneming.

Art. 7. § 1. De beroepsopleidingsovereenkomst wordt afgesloten door de Algemene Directie of door haar afgevaardigde indien de opleiding in een Centrum plaatsvindt dat tot Bruxelles Formation behoort.

§ 2. De beroepsopleidingsovereenkomst wordt afgesloten door de Algemene Directie of door haar afgevaardigde en door de daartoe door het Centrum gemachtigde persoon indien de opleiding gegeven wordt in een Centrum dat opgericht werd met Partners of door conventionering.

§ 3. De beroepsopleidingsovereenkomst wordt afgesloten door de Algemene Directie of door haar afgevaardigde en door de daartoe door de onderwijsinstelling of de onderneming gemachtigde persoon indien de opleiding in een onderwijsinstelling of in een onderneming gegeven wordt.

Art. 8. De overeenkomst wordt schriftelijk afgesloten en er wordt een exemplaar aan elke partij overhandigd.

Art. 9. § 1. De overeenkomst moet met name de volgende vermeldingen en clausules bevatten:

1° de identiteit, de woonplaats en, eventueel, de verblijfplaats van de partijen;

2° de begindatum van de opleiding en zijn vermoedelijke duur die 2.100 uur niet mag overschrijden;

3° het onderwerp van de overeenkomst en met name de specificering van de te ontvangen opleiding;

4° de respectievelijke verplichtingen van de partijen vermeld in artikelen 26 en 27;

5° de bepalingen van artikelen 10 en 12.

§ 2. De beroepsopleidingsovereenkomst preciseert de verdeling van de tijd die in het Centrum en/of de onderwijsinstelling en/of de onderneming wordt doorgebracht.

Art. 10. § 1. De stagiair in beroepsopleiding is door een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid verzekerd tegen ongevallen tijdens de opleiding of onderweg naar de opleiding evenals voor elke schade die de stagiair zou kunnen toebrengen aan derden bij de uitoefening van zijn taken.

§ 2. Bij schade veroorzaakt door de stagiair bij de uitvoering van zijn overeenkomst, is de stagiair enkel aansprakelijk voor zijn opzet, zijn zware fout en zijn lichte fout indien deze in zijn hoofde een eerder gebruikelijk in plaats van toevallig karakter heeft. Behalve in de gevallen waarin de verzekering ten laste wordt gelegd van de onderneming waarin de stagiair opgeleid wordt, is Bruxelles Formation burgerlijk aansprakelijk voor deze schade.

Daartoe sluit Bruxelles Formation een verzekering af die minstens zijn burgerlijke aansprakelijkheid tegenover derden dekt.

§ 3. Behalve in de gevallen waarin de verzekering ten laste wordt gelegd van de onderneming waarin de stagiair opgeleid wordt, sluit Bruxelles Formation bij een erkende verzekeringsmaatschappij met vaste premies of bij een erkende gemeenschappelijke verzekeringskas een polis af die haar dezelfde voordelen garandeert dan deze die ten laste van de verzekeraar gelegd worden door de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen.

De stagiair die het slachtoffer wordt van een ongeval tijdens de opleiding of onderweg naar de opleiding wordt vergoed op basis van de vergoeding van het beroep waarvoor hij opgeleid wordt na aftrek van de socialezekerheidsbijdragen.

Art. 11. De onmogelijkheid voor de stagiairs om de opleiding te volgen wegens ziekte of ongeval schort de uitvoering van de overeenkomst op.

De stagiair moet zijn onbekwaamheid motiveren. Hij moet een medisch getuigschrift voorleggen.

De overeenkomst die gedurende meer dan dertig dagen in het totaal geschorst werd, kan door de Algemene Directie of zijn afgevaardigde opgezegd worden volgens de modaliteiten die voorzien zijn in artikel 13.

Art. 12. De vorderingen die uit de beroepsopleidingsovereenkomst voortvloeien, vervallen één jaar na afloop van de overeenkomst.

HOOFDSTUK II. — *Opzegmodaliteiten*

Art. 13. De opleidingsovereenkomst wordt opgezegd op vraag van een stagiair, een opleidingscentrum en/of een onderneming met een gemotiveerde beslissing:

van de Algemene Directie of van haar afgevaardigde indien de opleiding plaatsvindt in een Centrum dat behoort tot Bruxelles Formation of in een onderneming;

van de Algemene Directie of van haar afgevaardigde, evenals van de daartoe door het Centrum of de Onderwijsinstelling gemandateerde persoon indien de opleiding gegeven wordt in een Centrum opgericht met Partnerships of met conventionering, of in een Onderwijsinstelling.

Art. 14. § 1. De overeenkomst wordt met een gemotiveerde beslissing opgezegd, met name:

Wanneer het centrum of de onderneming hun verplichtingen vermeld in artikelen 26 en 35 van dit besluit niet nakomen;

Wanneer de stagiair valse documenten voorlegde bij zijn toelating of wanneer hij ernstig tekortkomt aan zijn verplichtingen vermeld in artikelen 27 en 33, § 2 of bij de uitvoering van de taken die op de opleiding betrekking hebben.

§ 2. De beslissing tot opzegging kan betwist worden bij de Klachtendienst van Bruxelles Formation.

Art. 15. § 1. De opleidingsovereenkomst wordt opgezegd volgens de bijkomende specifieke modaliteiten bedoeld in paragrafen 2 tot 4 van dit artikel indien dit gebeurt in het kader van een opleiding in onderneming als gevolg van de vraag van de onderneming of van de stagiair.

§ 2 in geval van vraag tot opzegging van de overeenkomst door de onderneming of de stagiair, moet de Algemene Directie van Bruxelles Formation of haar afgevaardigde onmiddellijk op de hoogte gebracht worden van de omstandigheden die tot deze aanvraag geleid hebben.

§ 3. De Algemene Directie of haar afgevaardigde neemt de gemotiveerde beslissing bedoeld in artikel 12 nadat ze aan de partij die de verbreking niet gevraagd heeft haar standpunt over de omstandigheden bedoeld in § 2 gevraagd heeft.

§ 4. Wanneer ze meent dat de stagiair niet de vereiste competenties bezit, dient de onderneming een opzeggingsaanvraag van de opleidingsovereenkomst in binnen een redelijke termijn die in geen geval de eerste helft van de voorziene opleidingsduur mag overschrijden.

TITEL IV. — *Opleidingsmodaliteiten*

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

Art. 16. De opleiding kan georganiseerd worden in een Centrum en/of onderwijsinstelling en/of onderneming na beslissing van de Algemene Directie of haar afgevaardigde en de daartoe door het Centrum gemachtigde persoon indien de opleiding gegeven wordt in een Centrum dat opgericht werd met Partnerships of door conventionering.

Art. 17. De opleiding kan voltijds of deeltijds georganiseerd worden.

Na beslissing van de Algemene Directie of haar afgevaardigde en van de daartoe door het Centrum gemachtigde persoon indien de opleiding gegeven wordt in een Centrum dat opgericht werd met Partnerships of door conventionering, kan deze tijd verdeeld worden tussen opleiding in het Beroepsopleidingscentrum en/of de onderwijsinstelling en/of de onderneming.

Art. 18. Om de efficiëntie van de opleiding van de stagiairs te verhogen, kan de Algemene Directie of haar afgevaardigde practica organiseren na vastgesteld te hebben dat de activiteiten die er voorzien zijn, compatibel zijn met de vereisten van de opleiding en niet met arbeidsprestaties vereenzelvigd kunnen worden.

Art. 19. § 1. De opleiding van de stagiairs in een Centrum kan een bijkomende opleiding in de onderneming omvatten die tot doel heeft de praktische beheersing van de bedoelde competenties te perfectioneren.

§ 2. Deze aanvullende opleiding wordt vermeld in een aanhangsel aan de beroepsopleidingsovereenkomst dat ondertekend wordt door de drie betrokken partijen, de stagiair, de onderneming en het Centrum volgens de modaliteiten die vastgelegd zijn door het bestuurscomité van Bruxelles Formation.

HOOFDSTUK II. — *Centra voor beroepsopleiding**Afdeling 1. — Centra*

Art. 20. § 1. De centra zijn entiteiten die actief zijn in de beroepsopleiding. Ze kunnen:

- 1° Centra zijn die intern zijn aan Bruxelles Formation,
- 2° Centra zijn waarvan de opleidingsactiviteiten geconventioneerd zijn met Bruxelles Formation,
- 3° of Centra zijn die door Bruxelles Formation met Partners zijn opgericht.

§ 2. De Centra bedoeld in de vorige alinea 1° en 3° worden opgericht met eigen middelen van Bruxelles Formation en/of met de steun van ondernemingen, bedrijfspgroepen, overheid of verenigingen met een openbaar of een privaat karakter.

§ 4. Het bestuurscomité keurt, op voorstel van de Algemene Directie, de oprichting goed van de Centra evenals de Overeenkomsten bedoeld in Hoofdstuk 1 zoals bedoeld in Hoofdstuk van Titel II. De Overeenkomsten worden, in naam van Bruxelles Formation, ondertekend door de Algemene Directie of door haar afgevaardigde.

Art. 21. De Centra die intern deel uitmaken van Bruxelles Formation moeten aan de volgende minimumvoorwaarden voldoen:

- 1° beantwoorden aan een behoefte op de arbeidsmarkt en aan een behoefte van de gebruikers;
- 2° een plan voorleggen om het aanbod aan opleidingen en/of de identificatie van de competenties te ontwikkelen;
- 3° de noodzakelijke budgettaire middelen identificeren voor de activiteit van het Centrum, zowel op het niveau van de human resources als van de infrastructuur, de uitrusting en de werkingskosten.

De Centra werken onder het gezag van de Algemene Directie of haar afgevaardigde.

Art. 22. § 1. Met uitzondering van de organisaties bedoeld in het Decreet van 27 april 1995 over de erkenning van sommige socioprofessionele inschakelingsorganisaties en de subsidiëring van hun activiteiten van beroepsopleiding om de kansen van werkzoekenden zonder werk en laaggeschoolden te verhogen om opnieuw werk te vinden in het kader van de gecoördineerde socioprofessionele inschakelingsorganisaties en zijn Uitvoeringsbesluiten, naast de voorwaarden voorzien in Hoofdstuk I van Titel II van dit besluit, moeten de Centra waarvan de opleidingsactiviteiten geconventioneerd zijn met Bruxelles Formation, na beslissing van het bestuurscomité, de volgende bijkomende voorwaarden naleven:

- 1° beantwoorden aan een behoefte op de arbeidsmarkt en aan een behoefte van de gebruikers;
- 2° over een actieplan beschikken dat het opleidingsaanbod van het Centrum en zijn ontwikkelingsperspectieven voorstelt;
- 3° de noodzakelijke budgettaire middelen identificeren voor de activiteit van het Centrum, zowel op het niveau van de human resources als van de infrastructuur, de uitrusting en de werkingskosten.

§ 2. Het Centrum kan van een financiële tussenkomst van Bruxelles Formation genieten.

Het bedrag van deze tussenkomst wordt vastgelegd door het bestuurscomité op voorstel van de Algemene Directie binnen de perken van de beschikbare budgettaire kredieten.

Art. 23. § 1. De Centra die door Bruxelles Formation worden opgericht met hulp of op initiatief van ondernemingen, bedrijfspgroepen of verenigingen met openbaar of privaat karakter maken het voorwerp uit van eenmalige overeenkomsten. Deze overeenkomsten verwijzen naar de statuten van de opgerichte juridische entiteit en leggen de verdeling van de lasten tussen de contracterende partijen vast.

§ 2. De Centra die in partnership zijn opgericht, moeten aan de volgende minimumvoorwaarden voldoen:

- 1° behoudens behoorlijk gemotiveerde uitzondering, rechtspersoonlijkheid bezitten;
- 2° bestuurd worden door een bestuursorgaan dat onder zijn leden minstens vertegenwoordigers van de werknemers- en van de werkgeversorganisaties telt;
- 3° in hun statuten de persoon of personen aanduiden die het Centrum in gerechtelijke en buitengerechtelijke akten vertegenwoordigt of vertegenwoordigen;
- 4° van Bruxelles Formation de goedkeuring verkrijgen van hun werkingsplan, met name voor wat de duur en het cursusprogramma betreft; het niveau van de opleidingen moet minstens equivalent zijn aan het niveau van deze die in de centra gegeven worden die door Bruxelles Formation opgericht zijn;
- 5° zich ertoe verbinden, binnen de grenzen van de beschikbare plaatsen, minstens vijftienvijf procent van de beschikbare opleidingsplaatsen voor te behouden aan kandidaten die door Bruxelles Formation gezonden worden en aan de toelatingsvoorwaarden beantwoorden, behalve indien het bestuurscomité van Bruxelles Formation hiervan afziet

6) in geval van financiële tussenkomst van Bruxelles Formation, vastgelegd door het bestuurscomité op voorstel van de Algemene Directie, van Bruxelles Formation de goedkeuring van hun financieringsplan verkrijgen en zich ertoe verbinden aan Bruxelles Formation alle bewijsstukken te leveren die noodzakelijk zijn om haar de controle te laten uitvoeren.

Art. 24. Elk Centrum stelt een huishoudelijk reglement op waarvan de clausules door Bruxelles Formation worden goedgekeurd. Het reglement bepaalt met name de verplichtingen voor de stagiairs op het vlak van discipline en orde van het centrum en op dat van uitvoering van de taken die tot het kader van de opleiding behoren.

Het huishoudelijk reglement moet op een zichtbare plaats uitgehangen worden in de lokalen van het Centrum.

Afdeling 2. — Toegang tot het Centrum

Art. 25. De kandidaat-stagiair die een opleiding wenst te genieten, dient in een Centrum een aanvraag in.

Art. 26. § 1. De toelating van stagiairs in een Centrum van Bruxelles Formation wordt beslist door de Algemene Directie of haar afgevaardigde.

§ 2. De toelating van stagiairs in een Centrum dat opgericht wordt met partners of geconventioneerd is, wordt beslist door het bestuursorgaan van het Centrum of haar afgevaardigde en, volgens de modaliteiten beschreven in de overeenkomst, in akkoord met de Algemene directie van Bruxelles Formation of haar afgevaardigde.

§ 3. De beslissing wordt genomen op basis van de geschiktheden, de beroepservaring, de persoonlijke situatie van de kandidaat-stagiair en het advies van de bevoegde pedagogische diensten. De stagiair kan onderworpen worden aan medische en psychotechnische proeven waarvan de kosten ten laste zijn van het betrokken Centrum.

§ 4. De Algemene Directie of haar afgevaardigde, of het bestuursorgaan van een centrum dat in partnership werd opgericht, kan werknemers in een Opleidingscentrum toelaten. Indien de opleiding tijdens de arbeidsuren gevolgd wordt en dus met zijn toestemming moet gebeuren, verbindt de werkgever er zich schriftelijk toe om:

1° de arbeidsovereenkomst en de voordelen die eraan verbonden zijn tijdens de opleiding te behouden;

2° de werknemers opnieuw in dienst te nemen na het einde van de opleiding ongeacht de duur of het resultaat ervan, voor een periode van minstens zes maanden en aan arbeids- en loonvoorwaarden die minstens gelijk zijn aan deze waarvan ze genoten op het ogenblik dat ze de onderneming verlieten om de opleiding te volgen.

§ 5. In geval van collectief ontslag mag het bestuurcomité, in het kader van een overeenkomst die Bruxelles Formation met de onderneming afsluit, afwijken van de voorwaarde vastgelegd in § 4, 2°.

§ 6. Wanneer de kandidaat-stagiair niet tot een Centrum toegelaten wordt, kan hij deze beslissing betwisten eerst bij het betrokken Centrum en daarna bij de Klachtendienst van Bruxelles Formation.

Afdeling 3. — Specifieke bepalingen voor de opleidingen in de Centra

Art. 27. Het Centrum moet:

1° de vereiste pedagogische kwaliteit garanderen om de stagiair de algemene en professionele kennis te laten verwerven die voor zijn opleiding noodzakelijk zijn;

2° waken over de gezondheid en de veiligheid van de stagiair tijdens de opleiding;

3° zich ervan onthouden de stagiair werk op te leggen die geen verband houdt met zijn opleiding;

4° volgens de voorwaarden die door het College zijn vastgelegd de verplaatsingskosten terugbetalen die de stagiair maakt wanneer hij zich naar de arts begeeft die door Bruxelles Formation wordt afgevaardigd.

Art. 28. De stagiair moet bij het verwerven van de opleiding die hem door het Centrum wordt gegeven:

1° de opleiding ijverig volgen;

2° het huishoudelijk reglement van het Centrum naleven.

*HOOFDSTUK III. — Opleiding in een onderwijsinstelling**Afdeling 1. — Algemene principes*

Art. 29. De Algemene Directie of haar afgevaardigde beslist of een werkzoekende een individuele of collectieve opleiding mag volgen in een onderwijsinstelling.

Afdeling 2. — Individuele opleiding in een onderwijsinstelling

Art. 30. Onder individuele opleiding in een onderwijsinstelling moet de opleiding verstaan worden waarvoor de stagiair naar een onderwijsinstelling gezonden wordt om er een programma dat er gegeven wordt volledig of gedeeltelijk te volgen.

Bruxelles Formation kan de kosten die de stagiair voor deze opleiding maakt volledig of gedeeltelijk dragen. De beslissing tot betaling van deze kosten wordt door het beheerscomité genomen.

Afdeling 3. — Collectieve opleiding in een onderwijsinstelling

Art. 31. Onder collectieve opleiding in een onderwijsinstelling moet de opleiding verstaan worden waarvoor stagiairs een opleiding in een onderwijsinstelling volgen.

De samenwerking tussen Bruxelles Formation en de instelling maakt het voorwerp uit van een partnershipovereenkomst die:

1° het opleidingsprogramma vastlegt;

2° de verdeling onder de partijen vastlegt van de kosten, de vergoedingen van het onderwijzend personeel, de werkings- en uitrustingskosten.

*HOOFDSTUK IV. — Opleiding in de onderneming**Afdeling 1. — Algemene principes*

Art. 32. De Algemene Directie of haar afgevaardigde en het bestuursorgaan van de onderneming of haar afgevaardigde beslist of een werkzoekende kan genieten van een opleiding in een onderneming en over de opleidingsmodaliteiten zoals voorzien in Titel IV, hoofdstuk 1 van dit besluit.

Afdeling 2. — De individuele beroepsopleiding in de onderneming

Art. 33. Onder individuele beroepsopleiding in de onderneming wordt verstaan de opleiding waarvoor de stagiair naar een onderneming wordt gezonden om door de praktijk de noodzakelijke ervaring en kwalificering op te doen om er een beschikbare baan in op te nemen.

Art. 34. § 1. Een stagiair kan van een individuele beroepsopleiding in de onderneming genieten als hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

- 1° ingeschreven zijn als werkzoekende in een openbare tewerkstellingsdienst;
- 2° geen arbeidsprestaties bij dezelfde werkgever verricht hebben voor de afsluiting van de overeenkomst;
- 3° geen baan verlaten hebben om een individuele beroepsopleiding in de onderneming te volgen.

§ 2. De stagiair moet:

- 1° de opleiding ijverig volgen;
- 2° het huishoudelijk reglement van de onderneming naleven.

Art. 35. § 1. Een individuele beroepsopleidingsovereenkomst in de onderneming mag met name afgesloten worden met een stagiair die een beroepsopleiding in een Centrum heeft gevolgd.

§ 2. De overeenkomst wordt schriftelijk vastgelegd ten laatste op het ogenblik waarop de stagiair zijn opleiding in de onderneming aanvangt.

§ 3. Er wordt een opleidingsprogramma dat door de onderneming en de stagiair onderhandeld wordt, door Bruxelles Formation erkend. Het maakt integraal deel uit van de individuele beroepsopleidingsovereenkomst in de onderneming.

Art. 36. De onderneming waarin een individuele beroepsopleiding in de onderneming gevolgd kan worden, moet aan de volgende voorwaarden beantwoorden:

1° zich ertoe verbinden de stagiair op te leiden in het kader van de taken die voorzien zijn in het opleidingsprogramma. De onderneming verzekert de omkadering van de stagiair tijdens de duur van de opleiding en duidt een pedagogische referent aan. Ze zal de stagiair geen enkele arbeid laten uitvoeren die geen verband houdt met de betrokken leertijd en waakt tijdens de duur van de opleiding over de gezondheid en de veiligheid van de stagiair.

2° onmiddellijk na het einde van de opleiding de stagiair die er een beroepsopleiding heeft gevolgd in dienst nemen als bezoldigd werknemer voor een duur die ten minste gelijk is aan die van de opleiding, in het aangeleerde beroep en met de voorwaarden die in de onderneming voor dit beroep van kracht zijn.

3° een vergoeding storten berekend op basis van het verschil tussen de belastbare vergoeding voor het aan te leren beroep (brutovergoeding -13,07 % RSZ) en de eventuele inkomsten van de stagiair.

Deze vergoeding is progressief en bedraagt:

80 % van het bedrag van het verschil voor het 1e derde van de opleiding

90 % van het bedrag van het verschil voor het 2e derde van de opleiding

100 % van het bedrag van het verschil voor het 3e derde van de opleiding.

Art. 37. § 1. De stagiair in individuele beroepsopleiding in de onderneming wordt door de onderneming verzekerd tegen ongevallen tijdens de opleiding of onderweg naar de opleiding evenals voor elke schade die de stagiair zou kunnen toebrengen aan derden bij de uitoefening van zijn taken door een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid.

§ 2. Bij schade veroorzaakt door de stagiair bij de uitvoering van zijn overeenkomst, is de stagiair enkel aansprakelijk voor zijn opzet, zijn zware fout en zijn lichte fout indien deze in zijn hoofde een eerder gebruikelijk in plaats van toevallig karakter heeft. De onderneming is burgerlijk aansprakelijk voor deze schade.

Daartoe sluit de onderneming een verzekering af die minstens haar burgerlijke aansprakelijkheid tegenover derden dekt.

§ 3. De onderneming sluit bij een erkende verzekeringsmaatschappij met vaste premies of bij een erkende gemeenschappelijke verzekeringskas een polis af die haar dezelfde voordelen garandeert dan deze die ten laste van de verzekeraar gelegd worden door de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen.

De stagiair die het slachtoffer wordt van een ongeval tijdens de opleiding of onderweg naar de opleiding wordt vergoed op basis van de vergoeding van het beroep waarvoor hij opgeleid wordt na aftrek van de socialezekerheidsbijdragen.

Art. 38. § 1. De minimumduur van de individuele beroepsopleiding in de onderneming bedraagt 4 weken en zijn maximumduur 6 maanden.

§ 2. De duur van de overeenkomst wordt onderhandeld tussen de onderneming, Bruxelles Formation en de stagiair.

§ 3. De individuele beroepsopleiding in de onderneming wordt voltijds georganiseerd.

De Algemene Directie of haar afgevaardigde kan echter de voorwaarden beslissen waarin de individuele beroepsopleiding in de onderneming met een beperkt uurschema georganiseerd kan worden.

Art. 39. § 1. Er wordt een opleidingsevaluatie georganiseerd tijdens de individuele beroepsopleiding in de onderneming volgens de modaliteiten die door de Algemene Directie of haar afgevaardigde bepaald worden.

Deze gaat over de volgende elementen:

- 1° het verwerven van competenties door de stagiair;
- 2° het verloop van de opleiding;
- 3° de toepassing van het opleidingsprogramma.

§ 2. De toepassing van het opleidingsprogramma in de onderneming wordt minstens eenmaal tijdens de opleidingsperiode samen geëvalueerd door de opleidingsoperator en de onderneming.

Art. 40. Elke wijziging die wordt aangebracht aan de overeenkomst of aan het afgesloten opleidingsprogramma, met name een wijziging van de plaats of de duur van de opleiding, moet:

- 1° het voorwerp uitmaken van een akkoord tussen de stagiair en de onderneming;
- 2° het voorwerp uitmaken van een akkoord vanwege de Algemene Directie of haar afgevaardigde;
- 3° geakteerd worden in een aanhangsel dat door alle partijen ondertekend wordt.

Art. 41. Bij niet naleving van haar contractuele verbintenissen zal de Algemene Directie of haar afgevaardigde de onderneming een verwittiging zenden. Indien de onderneming deze verbintenissen opnieuw niet naleeft zal er een einde gemaakt worden aan de samenwerking met de onderneming voor het geheel van de opleidingsmaatregelen dat Bruxelles Formation beheert.

Art. 42. § 1 Het bestuurscomité beslist over de beroepen en/of functies die geen voorwerp mogen uitmaken van een individuele beroepsopleiding in de onderneming.

§ 2. Evenzo beslist het bestuurscomité eenzijdig voor sommige beroepen en/of functies over de duur van de individuele beroepsopleiding in de onderneming.

Afdeling 3. — Collectieve opleiding in de onderneming

Art. 43. § 1. Onder collectieve opleiding in de onderneming wordt verstaan de opleiding waarvoor de stagiairs in een onderneming een opleiding volgen waarvan het programma is overeengekomen tussen de onderneming en Bruxelles Formation en goedgekeurd is door het Bestuurscomité.

§ 2. De samenwerking met de onderneming maakt het voorwerp uit van een Partnershipsakkoord dat met name het opleidingsprogramma en de verdeling van de lasten over de contracterende partijen bepaalt.

§ 3. De stagiairs in collectieve beroepsopleiding in een onderneming zijn tijdens de opleiding of op weg naar de opleiding verzekerd tegen ongevallen.

Daartoe sluit Bruxelles Formation bij een erkende verzekeringsmaatschappij met vaste premies of bij een erkende gemeenschappelijke verzekeringskas een polis af die hun dezelfde voordelen garandeert dan deze die ten laste van de verzekeraar gelegd worden door de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen.

TITEL V. — Wijzigende bepalingen

Art. 44. In artikel 1 van het besluit 2013/129 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 december 2013 tot toekenning van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen in het kader van het Instituut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, worden de woorden « à l'article 5, § 1^{er}, 1 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle » vervangen door de woorden « aux articles 3/1, alinéa 6, et 3/7, § 2 du Décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle ».

Art. 45. In artikel 3, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle » vervangen door de woorden « le Décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle ».

Art. 46. In artikel 3, § 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « ou pour un stage de transition » geschrapt.

Art. 47. In artikel 4, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « à l'article 5, § 1^{er}, 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle » vervangen door de woorden « aux articles 3/1, alinéa 6, et 3/7, § 2 du Décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle ».

Art. 48. In artikel 4, § 2 van hetzelfde besluit, worden de woorden « bénéficiant d'allocations de chômage ou d'insertion, » en « ainsi qu'au demandeur d'emploi qui a conclu un contrat de formation professionnelle pour un stage de transition » geschrapt.

TITEL VI. — Slotbepalingen

Art. 49. Worden van kracht op 1 januari 2017:

1° Het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 april 2016 tot wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Instituut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, met uitzondering van artikelen 30 tot 35;

2° Onderhavig besluit.

Art. 50. Het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat bevoegd is voor de Beroepsopleiding, wordt belast met de uitvoering van dit Besluit.

Brussel, 29 september 2016.

De Minister-president,
Mevr. F. LAANAN

De Minister, lid van het College belast met de Opleiding,
D. GOSUIN